retard leurs contributions dues à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït;

3. *Décide* d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 60 977 000 dollars des Etats-Unis, y compris le montant de 900 000 dollars autorisé par le Secrétaire général et le montant de 5,9 millions de dollars autorisé avec l'assentiment du Comité consultatif aux termes de la résolution 44/203 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1989, aux fins des opérations de la Mission d'observation pour la période allant du 9 avril au 8 octobre 1991 inclus, et prie le Secrétaire général d'ouvrir un compte spécial pour la Mission d'observation;

4. *Décide également*, à titre d'arrangement spécial, de répartir le montant de 60 977 000 dollars visé au paragraphe 3 de la présente résolution entre les Etats Membres, conformément à la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1^{er} mars 1989, telle qu'elle l'a modifiée par sa résolution 44/192 B du 21 décembre 1989, et compte tenu du barème des quotes-parts pour les années 1989, 1990 et 1991¹⁸;

5. *Décide en outre* que le Liechtenstein sera inclus dans le groupe d'Etats Membres mentionné à l'alinéa b du paragraphe 3 de sa résolution 43/232;

6. *Décide* que la Namibie sera incluse dans le groupe d'Etats Membres mentionné à l'alinéa d du paragraphe 3 de sa résolution 43/232;

7. *Décide également* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges réparties entre les Etats Membres en application du paragraphe 4 de la présente résolution leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts au titre des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période allant du 9 avril au 8 octobre 1991 inclus, soit un montant estimatif de 977 000 dollars;

8. *Demande* que soient fournies pour la Mission d'observation des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seraient gérées, compte tenu des circonstances, conformément à la procédure définie dans sa résolution 44/192 A du 21 décembre 1989;

9. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission d'observation soit gérée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session la question intitulée "Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité".

74^e séance plénière
3 mai 1991

45/265. Financement du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 43/232 du 1^{er} mars 1989,

Ayant à l'esprit la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, en date du 29 septembre 1978, par laquelle le

Conseil a créé, pour une durée pouvant aller jusqu'à douze mois, le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition, ainsi que les résolutions 629 (1989) et 632 (1989) du Conseil, en date des 16 janvier et 16 février 1989,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition¹⁹ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²⁰,

Rappelant qu'un montant de 409 555 646 dollars des Etats-Unis a été réparti entre les Etats Membres pour financer les dépenses du Groupe,

Considérant que certaines contributions n'ont pas encore été acquittées,

Notant avec satisfaction que certains gouvernements ont versé des contributions volontaires en espèces et en nature pour le Groupe,

Constatant que la situation présente, à savoir celle d'une opération de maintien de la paix qui s'achève en disposant d'un excédent de ressources par rapport au montant net révisé des prévisions de dépenses, est sans précédent,

1. *Prend acte* des observations et recommandations qui figurent dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²⁰;

2. *Note* que le montant estimatif net des dépenses du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition qui sont à la charge des Etats Membres a été ramené, après révision, à 345 314 701 dollars et que les obligations financières des Etats Membres en ce qui concerne le Groupe doivent être ajustées en conséquence;

3. *Décide* que les Etats Membres qui ont versé pour le Groupe des contributions d'un montant supérieur au montant ajusté des contributions qu'ils devaient seront crédités intégralement de la différence;

4. *Note* que l'Organisation des Nations Unies a été priée d'entreprendre de nouvelles opérations de maintien de la paix et qu'il en résultera des obligations importantes pour les Etats Membres;

5. *Invite* les Etats Membres à envisager d'accepter que leurs soldes créditeurs viennent en déduction des contributions qu'ils doivent pour d'autres opérations de maintien de la paix des Nations Unies, conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies;

6. *Prie* le Comité des commissaires aux comptes de faire le nécessaire pour accélérer la vérification du Compte spécial du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition et de présenter ses conclusions à l'Assemblée générale lors de sa quarante-sixième session;

7. *Prie* le Comité consultatif, lorsqu'il aura pris connaissance des conclusions de la vérification spéciale demandée au paragraphe 6 de la présente résolution, de formuler des recommandations appropriées concernant le Compte spécial, en prenant en considération les intérêts qu'il a produits;

¹⁹ A/45/997 et Corr.1.

²⁰ A/45/1003.

¹⁸ Voir résolutions 43/223 A et 45/256 B.

8. *Prend note* de la proposition du Secrétaire général tendant à ce que le manque à recevoir de 3 336 000 dollars pour financer le rapatriement de quelque 45 000 Namubiens par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés soit imputé sur le Compte spécial;

9. *Constate* que le solde non utilisé indiqué dans l'annexe VI du rapport du Secrétaire général¹⁹ ne comprend pas le manque à recevoir en contributions volontaires au titre du rapatriement des réfugiés namubiens dont il est question dans ce rapport;

10. *Invite* le Secrétaire général à lancer un nouvel appel aux gouvernements pour qu'ils combler ce manque à recevoir et le prie de lui présenter, à sa quarante-sixième session, un rapport sur la question, par l'intermédiaire du Comité consultatif;

11. *Souscrit* aux observations et recommandations figurant au paragraphe 8 du rapport du Comité consultatif et approuve, pour le Groupe, les arrangements spéciaux définis dans l'annexe à la présente résolution en ce qui concerne l'application de l'article IV du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, en vertu desquels les crédits nécessaires pour régler les engagements contractés envers les gouvernements qui fournissent des contingents ou un appui logistique au Groupe resteront utilisables au-delà de la période stipulée dans les articles 4.3 et 4.4 du règlement financier;

12. *Prie instamment* les Etats Membres qui sont redevables d'arriérés de ne ménager aucun effort pour acquitter leurs contributions dues au Groupe.

76^e séance plénière
17 mai 1991

ANNEXE

Arrangements spéciaux concernant l'application de l'article IV du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies

1. A l'expiration de la période de douze mois prévue à l'article 4.3 du règlement financier, tout engagement non liquidé de l'exercice considéré concernant des marchandises livrées et des services fournis par des gouvernements, pour lesquels une demande de remboursement a été présentée ou un taux de remboursement a été établi, sera comptabilisé comme somme à payer, cette somme à payer demeurant comptabilisée comme telle au Compte spécial jusqu'à ce que le paiement ait été effectué;

2. a) Tous autres engagements non liquidés de l'exercice en question, contractés envers des gouvernements, qui concernent des marchandises livrées et des services fournis, ainsi que tous autres engagements contractés envers des gouvernements, qui n'ont pas encore donné lieu à la présentation des demandes de remboursement requises demeureront valables pour une période supplémentaire de quatre ans suivant la période de douze mois prévue à l'article 4.3 du règlement financier;

b) Les montants correspondant aux demandes de remboursement reçues pendant cette période de quatre ans seront comptabilisés, selon qu'il conviendra, comme prévu au paragraphe 1 de la présente annexe;

c) A l'expiration de la période supplémentaire de quatre ans, tout engagement non liquidé sera annulé et le solde de tous crédits conservés à cette fin sera annulé.

45/266. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 45/21 du 20 novembre 1990,

Ayant à l'esprit les résolutions 621 (1988) et 658 (1990) du Conseil de sécurité, en date des 20 septembre 1988 et 27 juin 1990, ainsi que la résolution 690 (1991) du Conseil, en date du 29 avril 1991, par laquelle le Conseil a établi sous son autorité la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental²¹ et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²²,

Notant que les prévisions de dépenses afférentes à la Mission, telles qu'elles figurent dans le rapport du Secrétaire général, s'établissent pour leur montant brut à 180 617 000 dollars des Etats-Unis (soit un montant net de 176 868 000 dollars),

Constatant que les dépenses afférentes à la Mission sont des dépenses de l'Organisation que doivent supporter les Etats Membres, conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Consciente qu'il est indispensable de fournir à la Mission les ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

Prie instamment tous les Etats Membres de s'efforcer le plus possible de verser en totalité et sans retard leurs contributions dues pour la Mission, compte tenu en particulier du besoin impérieux de couvrir les frais de lancement de l'opération et de la brièveté de celle-ci,

Se rendant compte que, pour financer les dépenses afférentes à la Mission, il est nécessaire d'appliquer une méthode différente de celle qui est utilisée pour couvrir les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes, alors que les pays économiquement moins développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une telle opération,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité, comme elle l'a déclaré dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963, pour ce qui est du financement de la Mission,

1. *Rappelle* que, conformément à l'Article 17 de la Charte des Nations Unies, il appartient à l'Assemblée générale d'examiner et d'approuver le budget de l'Organisation;

2. *Approuve* en principe les prévisions de dépenses afférentes à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, telles qu'elles figurent dans le rapport du Secrétaire général²¹ (soit un montant brut de 180 617 000 dollars et un montant net de 176 868 000 dollars), pour la durée du mandat qui a été approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 690 (1991) et au titre duquel le Secrétaire général est prié de créer un compte spécial comme prévu au paragraphe 16 de son rapport;

²¹ A/45/241/Add.1.

²² A/45/1011.